

# Grève scolaire mondiale pour le climat

Dans plus de 100 pays et 1 600 villes, des étudiants, lycéens et parfois collégiens vont manquer les cours

Is n'ont plus confiance dans les responsables politiques mais croient encore en leur propre pouvoir de changer la donne. Vendredi 15 mars, dans plus de 100 pays et au moins 1 600 villes, de l'Argentine à l'Iran, en passant par le Bangladesh, la Chine ou le Nigeria, les jeunes sont appelés à faire grève pour le climat. Suivant l'initiative de l'adolescente suédoise Greta Thunberg, égérie de la lutte contre le changement climatique, des étudiants, lycéens et parfois collégiens s'apprennent à s'échapper les cours pour alerter les dirigeants de la planète sur l'urgence climatique.

«*La situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est unique. Nous sommes la dernière génération à avoir une chance réaliste de prévenir une catastrophe climatique*», prévient Linus Steinmetz, l'un des porte-parole du mouvement «*Fridays for Future*». L'élève de 15 ans, qui vient de Göttingen en

Allemagne, en veut pour preuve le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui appelle à diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 pour éviter des conséquences désastreuses. «*Nous avons moins de douze ans pour effectuer les changements nécessaires, mais nous en avons les moyens*», veut-il croire.

## DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

«*Je ne veux pas vivre dans un monde avec un réchauffement de plus de 3 °C où l'on doit sortir avec des masques anti-pollution, et assister à des migrations de masse et des extinctions d'espèces. Déjà chez moi, la fonte des glaciers s'est fortement aggravée*», s'inquiète Loukina Tille, lycéenne suisse de 17 ans, qui se joindra à la marche organisée à Lausanne vendredi.

A Vienne, en Autriche, les jeunes défilent dans le centre-ville avec des arrêts devant les ministères de l'environnement, des transports et de l'éducation. «*La prise de conscience des hommes politiques n'est pas suffisante: s'ils se couchaient le soir avec les mêmes craintes que mes amis et moi, ils feraient tout ce qu'il faut pour arrêter la crise climatique*», estime l'étudiant Maximilian Fuchs-lueger. A Vancouver (Canada), la marche sera suivie d'un rassemblement avec des conférenciers et des artistes. A Gérone (Espagne), elle clôt une semaine d'actions (défilé à vélo, pont illuminé de vert, etc).

Partout, les jeunes font la même demande à leurs gouvernements: respecter l'accord de

Paris de 2015, qui prévoit de limiter le réchauffement climatique bien en deçà de 2 °C, si possible 1,5 °C. A quoi ils ajoutent des requêtes spécifiques selon les pays: en Argentine, la déclaration d'un état d'urgence climatique; en Australie, l'arrêt du projet de mine de charbon Carmichael à proximité de la Grande Barrière de corail; en Autriche, l'amélioration de l'éducation sur le changement climatique ou au Royaume-Uni, l'intégration des jeunes dans l'élaboration des politiques sur le climat.

Si le 15 mars doit marquer un point d'orgue de leur mobilisation, une partie de ces élèves manifeste depuis des mois. Des marches rassemblent des milliers – parfois des dizaines de milliers – de jeunes chaque semaine depuis novembre 2018 en Australie, et décembre en Suisse, en Belgique et en Allemagne.

Tous prennent pour exemple Greta Thunberg, 16 ans, qui a entamé une grève scolaire devant le Parlement de Stockholm le 20 août 2018. Le combat solitaire de la Suédoise aux longues nattes s'est transformé en élan mondial de la jeunesse après son poignant discours à la conférence mondiale sur le climat (COP24) à Katowice (Pologne) en décembre, où elle accusait les dirigeants de «*voler le futur des enfants devant leurs yeux*», puis lors du Forum de Davos (Suisse) en janvier où elle a lancé aux participants: «*Je veux que vous commenciez à paniquer*.»

En France, les étudiants sont entrés dans la danse le 15 février, lançant une mobilisation hebdomadaire restée timide. Ils comptent se rattraper vendredi 15 mars, avec des actions dans près de deux cents villes. A Paris, les jeunes mèneront une opération de désobéissance civile le matin, avant une marche entre la place du Panthéon et les Invalides l'après-midi. Des manifestations sont prévues à Lille, Lyon, Marseille; un pique-nique

avec débat sera organisé sur la thématique des transports à Sofia-Antipolis, une chaîne humaine autour d'un lycée à Angers, un rassemblement sur la place Stanislas à Nancy...

Des débats sur les enjeux climatiques seront également organisés dans les lycées entre 16 heures et 18 heures, à la demande du ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer. Une annonce tardive vécue comme une «*façon d'étouffer la contestation, d'empêcher les jeunes d'exercer leur citoyenneté et de faire passer leur message*», regrette Claire Renaud, de Youth For Climate France.

Tentative de récupération ou non, Ange An-sour ne se formalise pas. Cette initiatrice

d'un collectif de professeurs, Les Enseignants pour la planète, estime que «*tous les élèves ne seront pas dans la rue vendredi et que toutes les actions sont bonnes pour les sensibiliser largement à une situation gravissime*». Si certains professeurs défilent aux côtés de leurs élèves, d'autres organiseront des échanges, des ateliers ou des projections de films.

## PESER SUR LES ÉLECTIONS

En France comme à l'étranger, tous voient le 15 mars comme un «*départ*» et non une «*arrivée*» et assurent qu'ils continueront à se mobiliser mois après mois. En Belgique, ils espèrent peser sur les élections législatives de mai, au Canada sur les élections fédérales d'octobre, en France sur les européennes de mai. «*Nous voulons maintenir la pression pour que les citoyens boycottent les listes qui n'ont pas de programme pour l'écologie*», assure Claire Renaud.

Ces jeunes ont-ils une chance de faire bouger les lignes? «*Ils contribuent au débat politique avec sérieux, efficacité et une forte capacité rhétorique*», juge Sébastien Treyer, directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales. *Même si la grève hebdomadaire s'essouffait, ces futurs électeurs se structurent en réseaux et auront certainement envie de peser sur l'offre politique de demain.*»

Alors qu'ils sont soutenus par des milliers de scientifiques dans le monde, leur mobilisation s'inscrit dans un large mouvement citoyen pour le climat, avec des vastes manifestations, comme celle prévue samedi 16 mars. «*Les recours en justice des ONG, les manifestations et les jeunes: ces forces se consolident les unes les autres*», relève Sébastien Treyer. ■

AUDREY GARRIC

**« NOUS SOMMES  
LA DERNIÈRE  
GÉNÉRATION À  
AVOIR UNE CHANCE  
RÉALISTE DE  
PRÉVENIR UNE  
CATASTROPHE  
CLIMATIQUE »**

**LINUS STEINMETZ, 15 ANS**  
porte-parole de  
«*Fridays for Future*»

## Alexandria, 13 ans, cherche à réveiller les Etats-Unis

**LA LUTTE** contre le réchauffement climatique a un nouveau visage aux Etats-Unis : celui d'Alexandria Villaseñor, 13 ans, longs cheveux châtain, silhouette longiligne et allure décidée dans une combinaison de ski. Depuis le 14 décembre 2018, elle prend place tous les vendredis sur le même banc, ouvert aux vents glacés de l'East River toute proche, en face de l'entrée des visiteurs du siège des Nations unies, à New York. Méthodique, l'ado place bien en évidence ses deux grands posters « Ecoles en grève pour le climat » et « La COP24 nous a bernés ».

Jusqu'en novembre, elle n'était qu'une jeune fille sensibilisée à la question environnementale. Un séjour dans sa famille, à Davis, en Californie, a changé le cours de sa vie. A moins d'une heure de route,

la ville de Paradise est réduite en cendres et enterrée 85 personnes, mortes dans un gigantesque incendie. Alexandria, très asthmatique, suffoque dans les fumées toxiques et ses parents doivent la rapatrier d'urgence à New York. « *Il y a eu un avant et un après Paradise* », explique-t-elle dans une colère sourde.

Elle se met à dévorer les études sur le climat pour mieux comprendre la sécheresse terrible qui frappe la Californie. Son livre de chevet devient le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Ses recherches l'amènent jusqu'à Greta Thunberg, la jeune Suédoise qui a lancé l'idée d'une grève scolaire pour faire bouger les politiques. Elles prennent contact sur Internet et Alexandria décide de devenir l'une

des porte-voix de la jeunesse américaine en faveur du climat.

### « Nous partons de loin »

Elle lance le mouvement Youth Climate Strike (« grève des jeunes pour le climat ») aux côtés de deux autres jeunes militantes : Isra Hirsi, 16 ans, du Minnesota – fille d'Ilhan Omar, représentante démocrate au Congrès –, et Haven Coleman, 12 ans, du Colorado.

Pour un coup d'essai, les trois ados ont déjà réussi l'impensable

dans un pays dont le président considère que le changement climatique n'est qu'une « fake news » et qui a promis de sortir de l'accord de Paris sur le climat : organiser, le 15 mars, près de 400 manifestations dans les 50 Etats du

pays grâce notamment à des ONG qui ont relayé leur action. « *Nous partons de loin*, remarque Alexandria Villaseñor, *mais nous voyons déjà combien la mobilisation de notre génération a changé le débat sur le climat.* »

La mobilisation de vendredi sera un bon baromètre de la prise de conscience de l'urgence climatique par la jeunesse américaine. Et ce n'est qu'un début. L'adolescente promet de faire grève « *jusqu'à ce que nos décideurs se tiennent à leur promesse de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 1,5 °C* ». Sa génération, elle le sait, n'a plus le temps d'attendre d'avoir droit à un avenir : « *Il nous reste onze ans pour renverser la tendance.* » ■

MARIE BOURREAU (NEW YORK, NATIONS UNIES, CORRESPONDANTE)

## Greta Thunberg : « Ce n'est pas mon travail de dire ce qu'il faut faire, je suis une enfant »

La Suédoise de 16 ans est à l'origine du mouvement de jeunesse contre le réchauffement

### PORTRAIT

STOCKHOLM - envoyée spéciale

**C**omme chaque vendredi, elle arrive un peu après 8 heures devant le Parlement suédois. Pantalon moulé, t-shirt rose, imperméable jaune poussin, ses cheveux blonds salement tressés – comme sur les affiches accompagnées du slogan « *Make the world Greta again* », brandies désormais par les ados dans le monde entier. Le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, les lecteurs de deux journaux suédois ont élu « femme de l'année » cette adolescente de 16 ans, à l'origine du mouvement international de grève scolaire pour le climat du 15 mars, devenue l'icône d'une génération.

Depuis le début de son action, le 20 août 2018, peu avant les législatives en Suède, l'objectif de Greta Thunberg n'a pas changé : « *Je me suis assise devant le Parlement, en me disant que j'allais essayer d'attirer l'attention sur le climat. Je ne pouvais pas imaginer ce que ça allait devenir. Qu'une enfant accuse les adultes de ne rien faire pour garantir son avenir a réveillé les consciences.* »

Depuis, la jeune fille a beaucoup voyagé. En décembre, Greta Thunberg a participé à la

COP24 à Katowice, en Pologne. Elle en est rentrée déprimée : « *J'ai réalisé à quel point les gens dont dépend notre futur ne semblent pas prendre la question au sérieux. Peut-être qu'il y a eu des avancées. Mais ce qui est important, ce sont les émissions [de gaz à effet de serre], or elles continuent d'augmenter.* »

Le 22 février, Greta Thunberg a été reçue par Emmanuel Macron. « *Nous avons parlé de stratégies, de ce que nous voulions accomplir*, dit-elle avec sa placidité habituelle. *Je ne sais pas s'il m'a entendue. De toute façon, il ne peut pas faire grand-chose. C'est juste un individu, même s'il a une très grosse responsabilité. Le problème est qu'on ne remporte pas des élections en proposant une politique climatique radicale. Il faut que ça vienne d'en bas.* »

### « Energie dingue »

En Allemagne, début mars, l'adolescente a été interpellée par le secrétaire général de la CDU, Paul Ziemiak, qui lui reprochait de ne pas aborder les conséquences de la transition écologique « *sur l'emploi, la sécurité d'approvisionnement et l'économie* ». De plus en plus souvent, on exige d'elle des solutions. La jeune fille botte en touche : « *Ce n'est pas mon travail de dire ce qu'il faut faire. Je suis*

### ELLE RÊVE DE POUVOIR ABANDONNER SA GREVE, MAIS CONTINUERA TANT QUE LES EMISSIONS DE CO<sub>2</sub> NE BAISSENT PAS

*une enfant. Même les scientifiques ont peur de faire des propositions qui seraient jugées trop radicales. Alors comment pourrais-je me prononcer ? »*

Etrangement, en Suède, le mouvement a tardé à décoller – même si des grèves scolaires sont annoncées dans plus de la moitié des 270 communes du royaume, le 15 mars. « *Dans ma classe, certains élèves sont contents qu'il fasse plus chaud* », regrette la jeune fille. A mesure que la mobilisation a pris de l'ampleur, des critiques ont émergé, accusant ses parents de l'avoir manipulée ou faisant état d'intérêts financiers supposés derrière son action. « *Je savais que je susciterais de la haine*, répond Greta Thunberg. *Car apparemment, on ne peut plus rien faire aujourd'hui sans avoir un projet caché.* »

Son père, Svante Thunberg, ancien acteur, qui l'accompagne dans tous ses déplacements, ra-

conte que lui et sa femme, la chanteuse lyrique Malena Ernman, l'ont mise en garde : « *Nous lui avons dit qu'il fallait qu'elle aille à l'école, qu'on ne la soutiendrait pas. Nous étions convaincus qu'elle allait renoncer.* »

Six mois plus tard, il s'émerveille de la transformation de sa fille. Il y a quatre ans, elle a arrêté de jouer du piano, de parler et de manger, plongeant dans une dépression dont la crise climatique a été un déclencheur. « *Elle souffrait d'un immense sentiment de solitude et d'exclusion* », dit son père. Les médecins ont diagnostiqué le syndrome d'Asperger, un trouble du spectre autistique.

La guérison est passée par un changement de vie radical de la famille. Fin des voyages en avion pour la mère, véganisme pour le père. « *A mesure que nous avons commencé à agir, son angoisse s'est atténuée*, raconte-t-il. *Aujourd'hui, elle va bien et elle a une énergie dingue, ce qui donne énormément d'espoir sur ce qu'il est possible d'accomplir.* »

Greta Thunberg assure qu'elle rêve de pouvoir abandonner sa grève. Mais qu'elle continuera jusqu'à ce que les émissions de CO<sub>2</sub> diminuent. Et qu'on s'éloigne du point de bascule d'« *où il ne sera plus possible de revenir.* » ■

ANNE-FRANÇOISE HVERT

# « Affaire du siècle » : le recours en justice déposé

Selon quatre ONG, la France ne respecte pas ses obligations de protection du climat

L'« Affaire du siècle » sera débattue dans le prétoire du tribunal administratif de Paris. Après l'euphorie suscitée par les 2,1 millions de signatures de la pétition en ligne du même nom, lancée en soutien de leur demande indemnitaire préalable du 18 décembre 2018 pour « *inaction climatique* » de l'Etat, Greenpeace France, la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, Notre Affaire à Tous et Oxfam France haussent le ton.

Jeudi 14 mars, elles ont déposé devant la juridiction un recours de plein contentieux contre l'Etat. « *Il ne s'agit pas d'une plainte mais d'un recours contre l'Etat devant les juridictions administratives*, précise Clément Capdebos, avocat de Greenpeace France qui a participé à sa rédaction. *Dans le cadre de sa mission de protection des personnes et de l'environnement, l'Etat est tenu par une obligation générale de lutte contre le changement climatique qui suppose notamment de prendre des mesures destinées à protéger les milieux naturels, et plus largement de limiter – et si possible d'éliminer – les dangers liés au changement climatique. Et nous souhaitons que le juge la lui rappelle.* »

Ce passage à la vitesse supérieure a été imposé aux associations par un courrier du ministre

de la transition écologique et solidaire, François de Rugy, daté du 15 février et rejetant au nom de l'Etat leur accusation de « *carence fautive* ». La fin de non-recevoir de M. de Rugy était assortie d'un mémo d'une dizaine de pages listant les actions de la France dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Elle n'a pas convaincu les ONG, qui réclament que le juge administratif enjoigne à l'Etat de prendre des mesures permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre à un « *niveau compatible avec l'objectif de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète sous le seuil de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels* ».

Pour étayer leur requête, les associations s'appuient principalement sur le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi que sur des textes internationaux dont la France est signataire.

L'instruction du dossier devrait durer un an et demi ou deux ans. Au terme de cette période d'échanges entre les parties, le juge administratif fixera une date d'audience. Sa décision devrait intervenir en 2020 ou 2021, avant un éventuel appel. ■

PATRICIA JOLLY